

Liberté pour le peuple kurde – Liberté pour ÖCALAN

Le 9 octobre 1998, Abdullah ÖCALAN, Leader du mouvement de libération kurde, quittait le Moyen-Orient pour l'Europe, afin d'y chercher une solution politique au conflit opposant le mouvement kurde à l'État de Turquie. Cependant, aucun État européen n'accepta de le recevoir, et, à l'issue d'un complot international, il fut illégalement livré à la Turquie. Ainsi, depuis quatorze ans, les kurdes se rassemblent chaque année en octobre pour dénoncer ce complot ainsi que les politiques répressives exercées à leur encontre, avec la complicité de l'Europe et des États-Unis. Aujourd'hui, faute de volonté des États du Moyen-Orient et des puissances internationales de résoudre la question kurde, le conflit est au même point qu'il y a quatorze ans.

Bien que les dernières élections municipales et législatives en Turquie aient été marquées par un succès du BDP (Parti pour la Paix et la Démocratie) qui défend la reconnaissance de l'identité kurde et une solution pacifique, le gouvernement de Turquie avait fait le choix de relancer le cycle de violence, et après épuisement, le gouvernement actuel utilise d'autres moyens pour rendre inefficaces les actions du BDP. Chaque victoire électorale du BDP a été suivie par des arrestations massives. Depuis les élections législatives de mars 2009, les autorités turques ont arrêté et incarcéré plusieurs milliers de militants politiques, ainsi que de nombreux élus du BDP, dont 6 députés et 11 maires.

Depuis le 21 Mars 2013, le jour du nouvel an kurde, le Leader du mouvement de libération kurde, Abdullah ÖCALAN, dans le cadre d'accord avec le gouvernement de Turquie, a pu diffuser un message de paix et de résolution auprès de tous les peuples de Turquie. Malgré que les visites des avocats et des membres de la famille soient restreintes, il reste en contact hebdomadaire, même de l'ordre d'une fois par mois, avec une délégation de parlementaires du BDP depuis cette période.

Parallèlement à cette oppression exercée à l'intérieur du pays, les autorités de Turquie mènent, en fournissant des appuis et par le biais des djihadistes islamistes, des opérations militaires contre les bases du mouvement de libération kurde dans le Sud-Kurdistan (nord de la Syrie), provoquant la mort de civils et de graves dommages matériels dans les villages de la région. La région kurde de Syrie est heureusement sous la protection de l'autodéfense kurde civil mise en place dans cette région depuis le début du conflit, et évite tout débordement de la guerre en Syrie vers les régions kurdes.

Malgré, les négociations actuelles, et suites à cette négociations, la demande du gouvernement de Turquie sur le fait que les forces de défenses du mouvement de libération du Kurdistan doivent se retirer de Turquie pour pouvoir entamer les négociations, et malgré l'exécution de cette obligation de ce dernier, le gouvernement d'Erdogan démontre encore une fois la volonté de ne pas vouloir trouver de solution durable à la question kurde, en continuant de proposer des solutions « placebo » à ce problème qui dure plus de 30 ans. Ce dernier continue cette politique pour des raisons électorales et partisans. Alors que ces choix absurdes que font actuellement le gouvernement de Turquie, n'est ni de l'intérêt commun de tous les peuples de Turquie mais continue, au contraire, d'alimenter cette politique de destruction et de négation du peuple kurde

En assimilant la résistance kurde au terrorisme, La France et l'Union européenne participent à la recrudescence de la violence, à la continuation de la guerre et à la non-résolution du conflit. Parallèlement, les arrestations de militants de d'opposants kurdes en France et dans d'autres pays de l'Union européenne se multiplient et font écho à celles opérées en Turquie. A l'instar des autres peuples du Moyen-Orient, les Kurdes ont droit à la liberté. Ils revendiquent légitimement une autonomie démocratique ainsi qu'une reconnaissance politique et culturelle en Iran, en Irak, en Turquie et en Syrie.

Nous Exigeons donc :

- * La fin de la répression et la libération de tous les prisonniers politiques, dont Abdullah ÖCALAN
- * Une solution concrète et immédiate pour un règlement politique du conflit.

FEYKA (Fédération des Associations Kurdes de France)